

UN ANCRAGE DURABLE...

Amiens : 12.000 - Bordeaux : 70.000 - Chambéry : 10.000 – Ile de France : 170.000 - Rennes : 25.000 - Rouen : 40.000 - Orléans : 15.000 - Pau : 14.000 – Strasbourg : 15.000 - Toulouse : 120.000...

La période de congés pour certains n'a pas eu l'effet espéré par les tenants d'un système assurantiel privé individuel ou par points. Le niveau de mobilisation en ce 28 octobre, pour la 7^{ème} fois depuis le 7 septembre, atteste d'une détermination rare à faire reculer le gouvernement dans son entreprise de destruction de notre système de solidarités. L'ampleur et la force déployées dans la rue ancrent la contestation dans la durée et dans les esprits.

La provocation du gouvernement appelant maintenant à un débat en 2013 alors qu'il a systématiquement refusé le dialogue et bafoué la démocratie, la multiplication des intimidations et répressions policières révoltantes n'ont altéré ni la volonté, ni la responsabilité des manifestants, majoritairement soutenus par l'opinion. Le gouvernement a beau essayer de persuader l'opinion publique que la mobilisation faiblit, il n'en est rien. Le pouvoir en est parfaitement conscient.

Le texte de loi était inacceptable avant son adoption aux forceps par le Sénat et l'Assemblée au terme d'une procédure accélérée, il le demeure après. Il fait payer par les seuls salariés le prix d'une crise dont ils ne sont pas responsables, le gouvernement se soumettant à la pression des agences de notation et des marchés financiers. La brutalité de ce texte de loi, repoussant les bornes d'âges (62 et 67ans), allongeant la durée de cotisation... n'épargne personne, ni ceux qui commencent à travailler tôt ou tardivement, ni ceux qui ont des carrières morcelées, en particulier des femmes.

Dans le prolongement des actions diversifiées qui touchent le pays, l'engagement des personnels de l'enseignement supérieur est à un niveau élevé à cette période de l'année universitaire. Le potentiel de mobilisation, en vue de la journée du 6 novembre, est grand. Le renfort de la jeunesse, pleinement consciente des risques qui pèsent sur son avenir et sur l'emploi, laisse présager un enracinement durable du mouvement revendicatif.

Maintenant, ce sont nos rapports de forces qui permettront de faire reculer le gouvernement. Nous appelons tous les syndiqués et les collègues à s'engager dans la lutte et à concentrer toutes nos énergies pour mobiliser notre entourage et obtenir du Président qu'il renonce à promulguer sa loi. Dans les établissements d'enseignement supérieur, le SNESUP appelle les collègues à débattre en AG des suites de la mobilisation pour l'amplifier et faire un succès de la prochaine journée nationale de mobilisation du 6 novembre.

Le SNESUP sur tous les fronts**Les dossiers de rentrée**

La rentrée universitaire 2010-2011 a commencé sur un rythme effréné. Dès le 7 septembre, nous avons été à plusieurs reprises plus de 3 millions dans les rues pour défendre notre système de retraites, mis en péril par la volonté du château.

Les retraites sont loin d'être le seul dossier ouvert... : mastérisation et année de stage pour les lauréats des concours d'enseignement 2010, passage aux RCE, regroupement d'établissements, modification du statut des enseignants de premier et second degrés affectés dans le supérieur, précarité, pressions sur les enseignants du supérieur et leurs libertés scientifiques et pédagogiques, préparation des élections CNU... A cela s'ajoute la loi de rénovation sociale qui aura un impact important sur notre syndicat.

Le SNESUP a donc décidé de produire un **dossier de rentrée** à destination des sections et des syndiqués. Ce dossier a été organisé selon les secteurs du SNESUP :

- | | |
|---|-----------------------------|
| ◇ Situation Des Personnels (dont font partie les sous-secteurs Retraités, Non fonctionnaires, Second degré et CNU) | ◇ International |
| ◇ Recherche | ◇ Droits et Libertés |
| ◇ Formations Supérieures (dont dépendent les sous-secteurs IUT, FDE et CNESER) | ◇ Service Public |
| | ◇ Communication |
| | ◇ Trésorerie |

Enfin, deux documents supplémentaires ont été édités : un sur le Livre noir de la LRU et l'autre sur la Loi de rénovation sociale et ses incidences sur la fonction publique et donc la FSU.

Pour chacun des secteurs, vous trouverez un historique des dossiers ouverts, un rappel de ce qui s'est passé pendant l'été et ce que l'on peut attendre pour l'année à venir. En outre, un rappel des mandats du SNESUP et des références à des documents pouvant enrichir les débats et analyses des sections sont également joint. Ce travail, effectué en un temps relativement court, évoluera pendant l'année. Chaque article est donc daté pour permettre de suivre ces évolutions.

Le dossier complet se trouve ici : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5377&ptid=5&cid=2320>

Sur le site du SNESUP : tribune libre de Stéphane Tassel parue dans l'Humanité du 28 octobre :
« L'université ne peut attendre de prochaines échéances électorales » : <http://www.snesup.fr/Agir-en-ligne/Tribune?aid=5426&ptid=8>